

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-Meslay

Parçay-Meslay, le 27/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CLEN

16 ZI de St Benoît la Forêt
BP 30140
37500 Saint-Benoît-la-Forêt

Références : 2023/1230
Code AIOT : 0010003992

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2023 dans l'établissement CLEN implanté 16 Zone Industrielle (Lieu dit La fosse sèche) BP 30140 37500 Saint-Benoît-la-Forêt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CLEN
- 16 Zone Industrielle (Lieu dit La fosse sèche) BP 30140 37500 Saint-Benoît-la-Forêt
- Code AIOT : 0010003992
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CLEN est autorisée par :

- l'arrêté préfectoral (AP) n°15357 du 15 juillet 1999 à exploiter un établissement spécialisé dans la fabrication de mobilier de bureau ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) n°18434 du 4 septembre 2008.

Suite à parution du Décret n° 2019-292 du 9 avril 2019, modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, les installations de traitement de surfaces des

métaux de l'établissement sont désormais soumises au régime de l'enregistrement pour la rubrique 2565-2-a (auparavant soumise à autorisation pour la rubrique 2565-2-a).

Un dossier de modification des installations a été reçu en préfecture le 16 mars 2020 (notamment par rapport à la construction d'un nouveau bâtiment abritant les installations de travail du bois).

Une demande d'examen au cas par cas, préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale, a été reçue en préfecture le 1er juillet 2020 par courriel.

Des compléments au dossier de modification et à la demande d'examen au cas par cas ont été transmis par courriel du 21/10/2021.

Ces éléments sont en cours d'instruction par les services de la DREAL.

L'activité de travail du bois dans le nouveau bâtiment a commencée à l'été 2022 et est soumise au régime de l'enregistrement. L'arrêté ministériel du 02/09/2014 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2410 (installation où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues) de la nomenclature des ICPE est applicable à l'établissement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prévention des risques accidentels

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des zones à risques	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 8	Sans objet
3	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 13	Sans objet
5	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 20	Sans objet
6	Confinement des eaux	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 22-V	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Nettoyage des locaux	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 10	Sans objet
4	Réserve d'eau	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 14-I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Caractérisation des risques

Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées un plan général des ateliers et des stockages avec une description des dangers pour chaque local présentant ces risques et facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.
Constats : Le plan général du bâtiment abritant l'installation de travail du bois ne représente pas clairement avec les pictogrammes adaptés les dangers potentiels pour chaque local (incendie, explosion...).
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Nettoyage des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Infrastructures et installations
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
Constats : Pas d'écarts constatés.
Observations : Les parties du bâtiment abritant l'installation de travail du bois qui ont pu être observées lors de la visite ne présentaient pas d'amas de poussières.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Infrastructures et installations
Prescription contrôlée : Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou autocommande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local. [...] En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932 ou équivalent et version à jour.
Constats : L'exploitant doit justifier que la surface utile d'ouverture de l'ensemble des dispositifs de désenfumage du local abritant l'installation de travail du bois n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local. L'exploitant doit justifier que l'ouverture des dispositifs de désenfumage est également automatique. L'exploitant doit justifier que chacun des boîtiers de commande de désenfumage de ce bâtiment

est situé à proximité d'un accès.
Observations : Des lanterneaux de désenfumage sont présents au niveau de la toiture du bâtiment abritant l'installation de travail du bois. La surface utile d'ouverture, qui ne doit pas être inférieure à 2 % de la surface au sol du local, n'a pas pu être justifiée lors de la visite. L'exploitant a indiqué que les lanterneaux permettant le désenfumage de ce bâtiment peuvent être déclenchés de manière manuelle, via des cartouches de dioxyde de carbone comprimé, ou à partir du réseau d'air comprimé. Le déclenchement de manière automatique n'a pas pu être justifié. D'après le plan d'intervention, en date de juin 2023, 3 boîtiers de commande de désenfumage sont installés. Un test d'ouverture d'une partie de ces lanterneaux, zone Nord Est a été réalisé à partir du réseau d'air comprimé : test concluant à partir du boîtier de commande situé sur le coté Est du bâtiment dédié à cette zone et qui est placé à proximité immédiate d'un accès. La société ASI a réalisé la vérification de fonctionnement de ce boîtier le 25/11/2022 (la vérification pour l'année 2023 est en cours, société ASI présente sur site lors de la visite). Les lanterneaux de désenfumage, observés lors de la visite, sont équipés de cartouche de CO2. Les autres boîtiers de commande de désenfumage n'ayant pas été vérifiés lors de la visite, l'exploitant doit justifier que chacun de ces boîtiers de ce bâtiment est situé à proximité d'un accès.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : Réserve d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 14-I
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
Prescription contrôlée : 2° D'un ou plusieurs appareils fixes de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction ou tout autre moyen équivalent est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Ce dispositif dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m3/h.
Constats : Pas d'écarts constatés.
Observations : Le rapport du SDIS en date du 10/01/2022 précise que la réserve incendie de 460 m3, réceptionnée le 08/02/2021, venant en complément du poteau incendie situé au sein de l'établissement (débit de 41 m3/h sous 1 bar de pression), est suffisante pour cette installation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
Prescription contrôlée :

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de fumée.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour ces dispositifs de détection et, le cas échéant, d'extinction automatique.

Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests conformément aux référentiels en vigueur dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Ces vérifications sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. Ces vérifications sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Constats :

L'exploitant doit justifier que l'installation de détection incendie est vérifiée et testée à minima à une fréquence semestrielle.

Observations :

L'exploitant a indiqué que le bâtiment abritant l'installation de travail du bois est équipé d'un dispositif de détection incendie par aspiration/analyse de l'air ambiant via 4 centrales sur lesquelles se raccorde un réseau de tubes de prélèvement.

Il a été constaté lors de la visite, par sondage, que la zone Nord/Est du bâtiment dispose d'une centrale à laquelle est connecté un réseau de prélèvement.

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que l'ensemble de ce dispositif a été vérifié et testé à minima à une fréquence semestrielle.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : Confinement des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 22-V

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs à l'intérieur ou à l'extérieur du bâtiment. Les dispositifs intérieurs sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement à l'extérieur du bâtiment, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement à l'intérieur du bâtiment, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement à l'extérieur, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

[...]

Constats :

L'exploitant doit justifier que le bassin permettant de recueillir l'ensemble des eaux et

écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre est suffisamment dimensionné et préciser son fonctionnement.

La partie visible de ce bassin n'est pas équipée de revêtement imperméable.

Observations :

L'établissement dispose d'un bassin dédié à la rétention des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre.

Lors de la visite, il a été constaté que ce bassin est en partie rempli d'eau.

L'exploitant a indiqué que les eaux de pluie sont notamment dirigées vers ce bassin.

L'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer le principe de fonctionnement de ce bassin et de justifier que le volume libre est suffisant pour recueillir les eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre.

La partie visible de ce bassin n'est pas équipée de revêtement imperméable.

Type de suites proposées : Susceptible de suites